

**Instruction n°20900 DNA/2C du 13 août 2001  
relative à la communication au public  
de documents administratifs  
relatifs à la fourniture  
des services de la circulation aérienne**

## **1 Généralités**

Les organismes de la circulation aérienne sont souvent sollicités par des tiers, entre autres, les riverains des aéroports, demandant communication de documents administratifs.

Cette instruction précise les conditions dans lesquelles ces documents peuvent être communiqués ou consultés, en conformité avec les dispositions de la loi n°78-753 du 17 juillet 1978 modifiée portant diverses mesures d'amélioration des relations entre l'administration et le public et diverses dispositions d'ordre administratif, social et fiscal.

Cette instruction ne traite pas de la communication au public de documents administratifs en temps réel.

## **2 Principe général de la liberté d'accès aux documents administratifs**

Le principe de la liberté d'accès aux documents administratifs est posé à l'article premier de la loi du 17 juillet 1978 précitée. Son article 6 prévoit cependant diverses restrictions.

## **3 Notion de document administratif**

L'article premier de la loi du 17 juillet 1978 dispose :

*“ Sont considérés comme documents administratifs tous dossiers, rapports, études, comptes rendus, procès-verbaux, statistiques, directives, instructions, circulaires, notes et réponses ministérielles qui comportent une interprétation du droit positif ou une description des procédures administratives, avis, prévisions et décisions, qui émanent de l'Etat, des collectivités territoriales, des établissements publics ou des organismes de droit public ou privé chargé de la gestion du service public. Ces documents peuvent revêtir la forme d'écrits, d'enregistrements sonores ou visuels, de documents existant sur support informatique ou pouvant être obtenus par un traitement automatique d'usage courant. ”*

Cette conception extensive des types de document devant donner lieu à communication est confirmée par la jurisprudence de la Commission d'Accès aux Documents Administratifs (CADA) :

*“ Ont un caractère administratif les documents détenus par l'administration qui par leur nature, leur objet ou leur utilisation, se rattachent à l'exécution d'une activité de service public. ”*

En particulier, les documents suivants ont un caractère administratif :

- Les enregistrements radar et de données plans de vol ;
- Les bandes de suivi des vols (strips) ;
- Les enregistrements radio ;
- Les notes de service.

*Note : en cas d'incertitude sur le caractère administratif d'un document, la sous-direction des affaires juridiques de la DGAC (SRH/SDJ) peut être utilement consultée.*

## **4 Principales restrictions au droit de communication**

### **4.1 Demande de document spécifique**

Le droit à communication ne s'applique qu'à des documents existants. Cela signifie qu'un organisme de la circulation aérienne n'a pas obligation de réaliser un document (par exemple, des statistiques, à partir de données radar ou radio).

Cette restriction ne concerne cependant pas les transcriptions ou relevés d'enregistrements radio ou radar.

### **4.2 Demande au-delà du délai de conservation**

Une demande de document au-delà du délai de conservation (30 jours ou jusqu'à la clôture de l'enquête en cas d'incident, d'accident ou d'infraction) n'a pas à être satisfaite.

### **4.3 Données à caractère nominatif**

Les passages ayant un caractère nominatif doivent être occultés, c'est à dire ceux *“portant une appréciation ou un jugement de valeur sur une personne physique, nommément désignée ou facilement identifiable”* (prescription de la CADA)

Ne sont communicables qu'à l'intéressé les documents :

- dont la communication porterait atteinte au secret de la vie privée et des dossiers personnels, au secret médical et au secret en matière industrielle et commerciale ;
- portant une appréciation ou un jugement de valeur sur une personne physique, nommément désignée ou facilement identifiable ;
- faisant apparaître le comportement d'une personne, dès lors que la divulgation de ce comportement pourraient lui porter préjudice.

Ces cas peuvent se présenter pour l'enregistrement de communications radiotéléphoniques.

Les données permettant de parvenir à identifier l'équipage et les passagers de l'appareil ne sont communicables qu'à l'intéressé, sauf dans le cas d'une enquête judiciaire ou administrative (cf. § 4.5).

### **4.4 Documents préparatoires à une décision administrative**

Le droit à communication ne s'applique qu'à des documents achevés. Il ne concerne pas les documents préparatoires à une décision administrative tant qu'elle est en cours d'élaboration ou tant qu'une décision finale n'a pas été prise.

A titre d'exemple, les projets de textes réglementaires constituent des documents préparatoires et ne sont donc pas communicables.

#### **4.5 Atteinte aux secrets protégés par la loi**

Ne sont pas communicables les documents administratifs dont la consultation ou la communication porterait atteinte :

- **au secret de la défense nationale** : lorsqu'un document administratif contient des informations sur un aéronef militaire ou une mission liée à la Défense, l'organisme de la circulation aérienne sollicité saisit la Direction de la Circulation Aérienne Militaire (DIRCAM) – Division Circulation Aérienne – qui répond directement à cet organisme après consultation du service de la Défense compétent ;
- **à la sûreté de l'Etat ou à la sécurité publique ou à la sécurité des personnes** : lorsqu'un document administratif contient des données sur un vol (ex. radar, radio, liaisons de données, plan de vol), l'organisme de la circulation aérienne sollicité saisit la DGAC - Mission Sûreté Défense (MSD) qui répond directement à cet organisme ;
- **au déroulement de procédures engagées devant les juridictions ou d'opérations préliminaires à de telles procédures**, sauf autorisation donnée par l'autorité compétente.

#### **4.6 Demandes abusives**

L'administration sollicitée n'est pas tenue de donner suite aux demandes abusives en particulier par leur nombre, leur caractère répétitif ou systématique.

### **5 Refus exprès ou tacite**

Le silence gardé pendant plus d'un mois vaut décision de refus.

En cas de refus exprès ou tacite, l'intéressé dispose d'un délai de deux mois à compter de la notification du refus ou de l'expiration du délai d'un mois fixé plus haut pour saisir la CADA (décret n° 88-465 du 28 avril 1988 relatif à la procédure d'accès aux documents administratifs).

La saisine de la CADA est obligatoire préalablement à tout recours contentieux.

### **6 Accès aux documents**

L'accès aux documents administratifs s'exerce :

- Par consultation gratuite sur place, sauf si la préservation du document ne le permet pas ;
- Sous réserve que la reproduction ne nuise pas à la conservation du document, par la délivrance d'une copie ou d'une transcription sur papier ou autre support dans la limite des possibilités techniques de l'organisme.

## **7 Montant des frais de copie sur support papier**

Le montant des frais de copie sur support papier sont à la charge de la personne qui sollicite la reproduction d'un document administratif, fixé à 1 franc par page (cf. arrêté du 29 mai 1980 relatif au montant des frais de copie à la charge de la personne qui sollicite la reproduction d'un document administratif).

## **8 Application**

Les responsables de chaque organisme de la circulation aérienne sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'application de la présente instruction.

## **9 Abrogation**

Sont abrogées :

- L'instruction N°10063 DNA1/d1 du 25 janvier 1977 relative à la communication à des personnes physiques ou morales des enregistrements et des documents d'exploitation de la circulation aérienne ;
- L'instruction N°20566 DNA/2C du 23 mai 1979 complémentaire à l'instruction N°10063 DNA/1/d1 du 25 janvier 1977 .

ainsi que toute disposition prise en application de ces instructions, en particulier, la lettre N°20348 DNA/2C du 24 mars 1988 concernant la communication aux exploitants d'aéronefs d'enregistrements de liaisons radiotéléphoniques.

Fait à Paris, le 13 août 2001

Pour le ministre et par délégation :  
Par empêchement du directeur général de l'aviation civile :  
*Le chef de service,*  
Jean-François GRASSINEAU